

Au début de la Seconde Guerre mondiale, bien que non mobilisable, il s'engage.

Après l'armistice du 22 juin 1940, il est envoyé à Brive, au dépôt des vapeurs de service rapide et entre alors dans la Résistance intérieure française avec le réseau Combat. En 1942, il fournit des faux papiers à ses voisins juifs, les Rosenberg, et à leurs trois enfants, et facilite le passage en zone occupée italienne d'un de leurs amis, Adolphe Strykowski, en lui fournissant un uniforme d'agent de la SNCF.

Refus d'obéissance

Cela nous amène au 31 octobre 1942 à Montauban où se trouve Léon Bronchart qui raconte dans son livre *Ouvrier et soldat* : « En attendant ma mise en tête, j'assiste à l'évolution d'une rame que l'on a ajoutée au train que je dois emmener. Sur les marchepieds, des éléments de la police d'État gardent les portières. J'effectue ma mise en tête et je m'inquiète auprès du sous-chef de gare de la raison d'un tel service d'ordre et de sécurité. Il m'apprend que ce sont des internés politiques que l'on transfère d'Eysse à Saint-Pol-des-Jeux. Aussitôt ma détermination est prise, je refuse d'emmener le train. » Ce refus d'obéissance est unique parmi les cheminots français. Entendu par ses supérieurs, il n'écopera que d'un avertissement et de la suppression des primes de fin d'année de 1942.

Toujours actif au sein du réseau Combat, il est arrêté avec son fils aîné le 29 janvier 1943. Interrogés, battus puis internés, ils sont déportés ensemble, Léon étant finalement affecté au kommando des électriciens à Dora. Début 1944, avec d'autres internés français, il parvient à effectuer des sabotages, après avoir compris que le camp fabrique des fusées V2 et des armes parfois rendues défectueuses par des actes volontaires. En juillet 1944, il est évacué jusqu'à Bergen, camp libéré par les troupes britanniques le 15 avril 1945. Le 30, il retrouve son épouse qui n'a cessé de participer à la Résistance. Il reprend le travail en septembre 1945 et achève son activité professionnelle en août 1947. Il décède le 25 septembre 1986 à Saint-Avertin, en Indre-et-Loire.

□ J. N. (CLP)